

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne
20, rue de la Providence
86000 Poitiers

Poitiers, le 5 février 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27 janvier 2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Terrena

La Noëlle

BP 20199

44150 Ancenis-Saint-Géréon

site sis 11 route de Mazeuil 86330 Saint-Jean-de-Sauves

Référence : 2026 126 UbD16-86 ENV86

Code AIOT : 0007203050

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27 janvier 2026 dans l'établissement Terrena implanté La Gare 86330 Saint-Jean-de-Sauves. L'inspection a été annoncée le 06 janvier 2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Terrena
- La Gare 86330 Saint-Jean-de-Sauves
- Code AIOT : 0007203050
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Les installations se composent de plusieurs silos :

- le silo 1 comprenait 10 cellules béton anciennes, de 105 à 400 m³, 6 cellules béton plus

récentes de 400 m³, deux cellules métalliques cylindriques de 70 tonnes et une cellule de section carrée formée de palplanches de 70 tonnes. Le silo 1 n'est plus exploité ;

- le silo 2 comprend un ensemble de petites cellules ouvertes, dans un vaste bâtiment plat ;
- le silo 3 qui comprend 8 cellules béton ouvertes de section carrée ;
- le silo dôme ;
- le silo phénix formé de 18 cellules métalliques de section circulaire de 665 m³ auxquelles il convient de rajouter 2 cellules métalliques de section identique de 200 m³.

Le site est pourvu d'un séchoir de 6,39 MW. La voie ferrée en limite de propriété n'est plus exploitée depuis 2008.

Le site est autorisé par l'arrêté préfectoral n° 90-D2/B3-004 du 7 février 1990, complété et modifié par des arrêtés préfectoraux complémentaires en 2004 et en 2006.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Bruit	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 48 / points I et IV	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
6	Engrais liquide	Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article ANN I / point 2.11	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois
7	Séchoir / Procédures	AP Complémentaire du 09/06/2006, article 2	Demande d'action corrective	1 mois
8	Séchoirs / Mesures de prévention	AP Complémentaire du 09/06/2006, article 2	Mise en demeure, respect de prescription	7 jours
10	Rejets atmosphériques	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, articles 27 / 58	Mise en demeure, respect de prescription	9 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Propreté des silos	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 10
2	Caducité	Code de l'environnement du 23/01/2026, article R. 512-74
3	Classement des installations	Code de l'environnement du 23/01/2026, article L. 512-1 et L. 512-8
4	Raccordement sur le réseau public	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 29
9	Gestion du risque explosion	AP Complémentaire du 09/06/2006, article 1

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il est proposé de mettre en demeure l'exploitant afin que soit :

- réalisée une étude acoustique ;
- justifiée l'étanchéité de la rétention des stockages d'engrais liquide (le cas échéant, l'exploitant doit réaliser les travaux permettant d'atteindre une étanchéité suffisante) et la mise en place d'une jauge de niveau pour chaque cuve ;
- asservi le fonctionnement des appareils de transport des céréales à celui des dispositifs d'aspiration des poussières ;

- réalisé un contrôle des rejets atmosphériques.

En outre, des actions correctives sont demandées concernant l'exploitation du séchoir (procédures, mesures de prévention).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Propreté des silos

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, Exploitation
Prescription contrôlée : <i>Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières. Le nettoyage est, partout où cela est possible, réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration. L'appareil utilisé pour le nettoyage présente toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion et est adapté aux produits et poussières. Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage tels que l'utilisation de balais ou exceptionnellement d'air comprimé fait l'objet de consignes particulières. Toutes les parties du silo sont débarrassées régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les structures porteuses, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements. La quantité de poussières n'est pas supérieure à 50 g/m². [...]</i>
Constats : Les silos contrôlés lors de l'inspection (silos 1, 2 et 3) sont dans un état de propreté satisfaisant.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Caducité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 23/01/2026, article R. 512-74
Thème(s) : Situation administrative, Autorisation du 20 juillet 2018
Prescription contrôlée : [...] <i>II. - En application de l'article L. 512-19, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai, l'arrêté d'autorisation, l'arrêté d'enregistrement ou la déclaration cesse de produire effet lorsque l'exploitation a été interrompue pendant plus de trois années consécutives, à la suite d'un constat de l'inspection des installations classées ou d'une information de l'exploitant.</i> [...]
Constats : Un projet de construction d'un silo "bio", au sud du silo dôme, a été autorisé par arrêté préfectoral du 20 juillet 2018.

Cette installation n'ayant pas été réalisée, l'autorisation précitée est désormais caduque.
Type de suites proposées : Sans suite
N° 3 : Classement des installations
Référence réglementaire : Code de l'environnement du 23/01/2026, article L. 512-1 et L. 512-8
Thème(s) : Situation administrative, Stockage d'engrais
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L. 512-1 : <i>Sont soumises à autorisation les installations qui présentent de graves dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. L'autorisation, dénommée autorisation environnementale, est délivrée dans les conditions prévues au chapitre unique du titre VIII du livre 1er.</i></p> <p>L. 512-8 : <i>Sont soumises à déclaration les installations qui, ne présentant pas de graves dangers ou inconvénients pour les intérêts visés à l'article L. 511-1, doivent néanmoins respecter les prescriptions générales édictées par le préfet en vue d'assurer dans le département la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1. La déclaration inclut les installations, ouvrages, travaux et activités relevant du II de l'article L. 214-3 projetés par le pétitionnaire que leur connexité rend nécessaires à l'installation classée ou dont la proximité est de nature à en modifier notablement les dangers ou inconvénients. La déclaration vaut application des dispositions des articles L. 214-3 à L. 214-6.</i></p>
<p>Constats :</p> <p>Les activités de stockage d'engrais sont encadrées par la rubrique 4702 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE).</p> <p>Selon le type et les quantités d'engrais, ces activités peuvent relever du régime de l'autorisation ou de la déclaration.</p> <p>L'exploitant présente un état des stocks.</p> <p>Les engrais solides représentent une quantité d'environ 400 t.</p> <p>L'engrais le plus stocké (209 t), en vrac, est de type NP avec une teneur en azote de 15 %.</p> <p>Le seuil de 250 t avec une teneur en azote supérieure à 28 % ne peut donc être atteinte pour le site. Le stockage d'engrais n'est pas soumis à classement au titre des ICPE.</p> <p>Les stockages présents dans le bâtiment de stockage n'apparaissent pas incohérents avec l'état des stocks analysé.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Raccordement sur le réseau public

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 29
Thème(s) : Risques chroniques, Disconnexion
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] <i>En cas de raccordement, sur un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion.</i> [...]</p>

<p>Constats :</p> <p>Lors de la précédente inspection, il avait été demandé de justifier la présence d'un disconnecteur. Dans un courriel de septembre 2020, l'exploitant avait indiqué projeter la pose de ce dispositif en 2021.</p> <p>L'exploitant dispose d'une facture datée du 12 mai 2021. Constat est fait de la présence du dispositif, du côté est du site.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Bruit

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 48 / points I et IV

Thème(s) : Risques chroniques, Exploitation

Prescription contrôlée :

I Valeurs limites de bruit.

Les émissions sonores de l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant :

NIVEAU DE BRUIT AMBIANT existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	EMERGENCE ADMISSIBLE pour la période allant de 7 heures à 22 heures ; sauf dimanches et jours fériés	EMERGENCE ADMISSIBLE pour la période allant de 22 heures à 7 heures, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB(A) pour la période de jour et 60 dB(A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.

De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB(A) pour la période de jour et 60 dB(A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.

IV.Surveillance par l'exploitant des émissions sonores.

[...]

Cette mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée au moins tous les trois ans par une personne ou un organisme qualifié.

Constats :

Dans un courriel du 24 septembre 2020, l'exploitant avait indiqué que, suite à l'étude bruit de 2017 :

<p>- 2 ventilateurs avec silencieux avaient été installés sur le silo phénix ;</p> <p>- les racleurs en acier des transporteurs de ce même silo avaient été remplacés par des racleurs en PEHD.</p> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées (IIC) l'étude acoustique datée de janvier 2017 (Ganthia).</p> <p>Celle-ci met en évidence des émergences diurnes non conformes sur les points de mesure.</p> <p>En outre, il n'y a pas eu de mesure nocturne.</p> <p>Cependant, le rapport indique que les silos, ventilateurs et convoyeurs sont exploitées de nuit, lors des périodes de moisson.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Considérant l'ancienneté de la précédente étude acoustique, l'exploitant doit réaliser une nouvelle étude, en périodes diurne et nocturne, lors des moissons.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 6 : Engrais liquide

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article ANN I / point 2.11</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Retentions</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>Tout stockage de produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</i></p> <p><i>100 % de la capacité du plus grand réservoir ; 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.</i></p> <p><i>Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</i></p> <p><i>Lorsque les stockages sont à l'air libre, les réentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.</i></p> <p><i>Les réservoirs fixes sont munis de jauges de niveau et pour les stockages enterrés de limiteurs de remplissage.</i></p> <p><i>[...]</i></p>
<p>Constats :</p> <p>L'état des stocks évoqué au point de contrôle n°3 mentionne environ 160 m³, en deçà du volume maximal déclaré de 480 m³.</p> <p>Malgré les nombreux épisodes pluvieux récents, la rétention maçonnée est vide le jour de l'inspection. L'exploitant concède n'avoir jamais vidé cette rétention ; il n'est pas en capacité de présenter un dispositif permettant d'évacuer les eaux pluviales.</p> <p>Il ne peut non plus démontrer la présence d'une jauge de niveau.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant doit démontrer l'étanchéité de la rétention ou procéder à des travaux d'étanchéification. Une jauge de niveau doit être installée sur chacune des cuves.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 4 mois

N° 7 : Séchoir / Procédures

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/06/2006, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Exploitation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>Ces aménagements ne dispensent pas la Coopérative du respect des mesures qui lui sont applicables édictées par :</i></p> <p>[...]</p> <p><i>-l'étude de dangers du site et son examen critique.</i></p> <p>Etude de dangers juin 2000 / Rappel des procédures</p> <p>2 - 11 - 3 RAPPEL des PROCÉDURES</p> <p>La conduite est effectuée par un personnel qualifié formé par le constructeur. La conduite des séchoirs fait l'objet d'une formation spécifique.</p> <p>Après chaque campagne, les séchoirs sont entièrement nettoyés et les organes principaux sont vérifiés. Un ajustement des réglages des brûleurs est toujours effectué avant chaque campagne.</p> <p>A chaque mise en route, il est réalisé une ventilation froide pendant 15 minutes afin d'éviter les accumulations des poussières pouvant éventuellement s'y trouver.</p> <p>A chaque arrêt, quelle qu'en soit la cause, la ventilation fonctionne en permanence et les grains sont transilés afin d'éviter la prise en masse.</p>
<p>Constats :</p> <p>Selon les données disponibles dans le logiciel de pilotage (édité par ARCM), le séchoir a été exploité du 15 septembre au 19 novembre 2025 (tournesol).</p> <p>Le conducteur de silo a obtenu le 21 mars 2024 un certificat de qualification professionnelle d'agent de silo, intégrant un module dédié à l'activité de séchage.</p> <p>L'exploitant indique réaliser une opération de contrôle / maintenance après campagne. Il dispose d'un rapport de contrôle réalisé le 28 avril 2025, par la société ARCM. Il concerne les sujets brûleur / transport grains / sondes température / air comprimé / réseau gaz / lutte contre l'incendie.</p> <p>Il est présenté un protocole de démarrage du séchoir. Même si l'exploitant indique que la ventilation est mise en route 15 minutes avant transilage, la fiche n'en fait pas mention.</p>

Concernant l'arrêt du séchoir, l'exploitant indique que seul le niveau de la colonne correspondant à la portion humide (c'est à dire plus de 13,5 % d'humidité) est évacuée. Le protocole d'arrêt de séchoir présenté ne mentionne pas de transilage systématique des céréales.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

La procédure de démarrage doit être mise à jour, avec mention explicite du démarrage de la ventilation 15 minutes avant chargement des céréales.

L'étude de dangers datée de juin 2000 mentionne un transilage systématique à chaque arrêt, ce qui n'est pas mis en œuvre pour ce séchoir.

Le flash ARIA de décembre 2024 "feux de séchoirs à grains" produit par le BARPI recommande, en cas d'arrêt du séchoir non vidangé :

« ne pas laisser un séchoir rempli de grains humides à l'arrêt trop longtemps sans surveillance permanente, la durée (quelques heures, toujours < 24 h) étant fonction des produits qu'il contient, de leur humidité... Dans ce cas, il convient par exemple de maintenir la ventilation en marche, de procéder régulièrement à des extractions de grains afin d'éviter leur éventuelle prise en masse, voire d'organiser des rondes de surveillance ou d'associer la mesure de la température à un report d'alarme »

L'exploitant doit adapter en conséquence sa procédure d'arrêt de séchoir.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/06/2006, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Exploitation
Prescription contrôlée : <i>Ces aménagements ne dispensent pas la Coopérative du respect des mesures qui lui sont applicables édictées par :</i> [...] <i>-l'étude de dangers du site et son examen critique.</i> Etude de dangers juin 2000 / Rappel des procédures 2-11-4 PRÉVENTIONS GÉNÉRALES. Le séchoir, possède huit sécurités. Toutes ces protections sont reliées à l'armoire de commande et de contrôle de l'appareil avec les actions indiquées sur le schéma de principe page suivante. <ol style="list-style-type: none">① l'alimentation en grain par détecteur de niveau dans la colonne de séchage.② la température des grains en cours de séchage, est contrôlée par des sondes disposées dans l'ensemble de la hauteur de la colonne avec une pré-alarme visuelle et sonore (avec indication visuelle du point défaillant en cas de dépassement de $\geq 5^{\circ}\text{C}$). Une alarme visuelle et sonore (avec indication visuelle du point défaillant en cas de défaillance $> 5^{\circ}\text{C}$) et procédure d'arrêt général du séchoir (arrêt de l'alimentation en gaz et de la manutention, la commande d'arrêt des ventilateurs et la fermeture des volets d'air).④ la protection des appareils de manutention ainsi que l'asservissement de la manutention au dispositif d'aspiration des poussières (4 protections électriques pour les redlers).⑤ la protection des ventilateurs (4 protections électriques).⑥ le contrôle d'alimentation en gaz par pressostat et vannes redondantes de régulation à fermeture automatique.⑦ le contrôle de l'alimentation en air comprimé (3 protections électriques et pressostat de défaut de pression). <i>L'arrêt général par coup de poing d'arrêt d'urgence.</i> En outre, cette même étude de dangers indique que le séchoir le plus important est équipé d'un dispositif de vidange rapide de l'ensemble de la colonne.
Constats : L'ensemble des dispositifs et mesures de sécurité a pu être visualisé. Par sondage, il est demandé à l'exploitant d'arrêter la ventilation alors que l'élévateur "ELEV1" du silo 3 est en fonctionnement : le transport de céréales n'est pas stoppé, l'asservissement est donc non opérationnel.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit lever la non-conformité constatée et justifier qu'un contrôle de l'asservissement des autres dispositifs de transport de céréales a été effectué, avec levée des éventuelles non-conformités.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 7 jours

N° 9 : Gestion du risque explosion

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/06/2006, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Découplage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>La Coopérative Terrena-Poitou est tenue sous six mois de réaliser les aménagements ci-après dans son silo de Saint-Jean-de-Sauves :</i></p> <p>[...]</p> <p>R2 - Silo 2</p> <p><i>-réalisation d'une séparation entre l'espace cellules et la tour de manutention, maintenue fermée en dehors du passage du personnel et susceptible de résister à une pression de 60 mbar,</i></p> <p><i>-mise en œuvre d'une fermeture type bardage au niveau de la descente d'escalier vers la fosse des élévateurs pour éviter son empoussièrément depuis la tour de manutention, maintenu fermé en dehors du passage du personnel.</i></p> <p>R3 - Silo 3</p> <p><i>-réalisation d'une séparation entre l'espace cellules et le deuxième étage de la tour de manutention, maintenue fermée en dehors du passage du personnel et susceptible de résister à une pression de 60 mbar,</i></p> <p><i>-maintenir fermée, en dehors du passage du personnel, la porte entre l'espace cellules et le premier étage de la tour de manutention,</i></p> <p><i>-fermer en dehors du passage du personnel la communication entre la tour de manutention et la fosse des élévateurs.</i></p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de l'inspection, les aménagements prescrits sont conformes aux attendus. Les séparations et portes sont fermées, tel qu'imposé par l'arrêté préfectoral.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 27 / 58
Thème(s) : Risques chroniques, Exploitation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>6.1. Captage et épuration des rejets à l'atmosphère</p> <p><i>Les installations comportant des phases de travail provoquant de fortes émissions de poussières (transport par tapis roulant, broyage, tri ou chargement de produits formant des poussières...) sont équipées de dispositifs de captation et de dépoussiérage des effluents gazeux.</i></p> <p>arrêté ministériel du 2 février 1998 / art 27</p>

<p>[...]</p> <p>les effluents gazeux respectent les valeurs limites suivantes selon le flux horaire maximal autorisé :</p> <p>1° Poussières totales : si le flux horaire est inférieur ou égal à 1 kg/h, la valeur limite de concentration est de 100 mg/m³.</p> <p>Si le flux horaire est supérieur à 1 kg/h, la valeur limite de concentration est de 40 mg/m³.</p> <p>[...]</p> <p>arrêté ministériel du 2 février 1998 / art 58</p> <p>[...]</p> <p>III.-Les mesures (prélèvement et analyse) des émissions dans l'air sont effectuées au moins une fois par an par un organisme ou laboratoire agréé</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant ne réalise pas de suivi des rejets atmosphériques.</p> <p>Il précise que 5 points de rejet canalisés sont présents sur site :</p> <ul style="list-style-type: none"> - séchoir - silo 3 "UDB" (filtre à manches) - silo dôme (filtre à manches) - silo phénix (cyclone) - silo 2 (cyclone)
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit recenser tous les points de rejets atmosphériques et procéder à un contrôle annuel de ces effluents.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 9 mois</p>